

Coup de tonnerre dans l'Éducation

Si l'on en croit le décret actant 10 milliards d'€ de coupes budgétaires publiées hier au Journal officiel, 11.000 nouveaux postes enseignants seront supprimés à la rentrée prochaine. Une mesure inattendue, dont les conséquences pourraient être lourdes pour l'académie de Limoges.

Florence Clavaud-Parant

Faut-il déjà rediscuter une carte scolaire 2024-2025 à peine bouclée ? Imaginer de nouvelles fermetures de classes ? Reconsidérer les dotations de fonctionnement avec lesquelles les collèges et les lycées ont déjà du mal à composer ?

Autant de questions pour l'heure sans réponse, mais qui interpellent une communauté éducative sous le choc après la publication, hier au Journal officiel, du décret actant 10 milliards d'euros de coupes budgétaires.

Au total, l'Éducation nationale - le poste de dépenses le plus touché après la transition écologique - devra rendre 692 millions d'euros. Au niveau national, selon "Le Café pédagogique" (premier média à révéler le

contenu du décret hier matin), 2.620 postes d'enseignants disparaissent dans le 1^{er} degré, 1.740 dans le second degré et 1.760 dans le privé. Par ailleurs, l'équivalent de 4.600 postes d'Assistants d'éducation (AED) et d'Assistants aux élèves en situation de handicap (AESH) est annulé.

En attente de précisions

La répartition entre les académies de ces coupes sombres, tout aussi soudaines qu'inattendues, n'est pas encore connue. « Nous ne sommes pas pour l'instant en mesure de vous donner des précisions », expliquait-on hier au rectorat de Limoges où, comme dans tous les rectorats, on attendait encore des informations.

Mais les conséquences pour une académie déjà durement touchée par les dernières mesures de carte scolaire semblent se deviner. Si le ratio habituel relatif au poids du Limousin (1 %) est appliqué, l'académie de Limoges pourrait perdre entre vingt et trente postes supplémentaires en primaire, une quinzaine en collège et lycée, auxquels il faudrait ajouter la



LIMOGES. Manifestation contre les fermetures de classes le 20 février dernier. PHOTO : STÉPHANE LEFÈVRE

disparition (ou la non-création) d'au moins quarante postes d'AED et d'AESH. Si ces hypothèses venaient à être vérifiées, ce serait une très mauvaise nouvelle pour le Limousin qui vient tout juste de se voir retirer soixante-deux postes d'enseignants titulaires (trente-quatre dans le 1^{er} degré et vingt-huit dans le second).

En Haute-Vienne, où les

manifestations de parents et d'élus se sont multipliées ces dernières semaines pour protester contre la fermeture de trente classes primaires à la rentrée prochaine, le décret d'hier est donc particulièrement mal accueilli.

Désarroi

« Parler de désarroi, ce n'est pas même le mot, s'insurge Anabel Roy, directrice d'école et secré-

taire départementale de l'Unsa éducation pour le 1^{er} degré. On sort à peine d'une carte scolaire désastreuse et on nous en remet une couche. Où vont-ils trouver tous ces nouveaux postes à supprimer ? À part faire disparaître des postes non pourvus en raison d'un manque de candidats aux concours, je ne vois pas. Mais même comme cela, ils seront loin du compte. On peut craindre une nouvelle fois un tour de passe-passe budgétaire et une certaine opacité. Même le calendrier de ce type d'annonce est incompréhensible, c'est consternant. »

« Ces retraits de moyens n'étaient pas du tout prévus dans les cartes scolaires que nous venons de discuter »

De façon générale, les syndicats enseignants se disent abasourdis. « C'est un choc, explique Marianne Corréze, cosecrétaire

académique du Snes-FSU Limousin (second degré). Ces retraits de moyens n'étaient pas du tout prévus dans les cartes scolaires que nous venons de discuter. C'est une énorme surprise, c'est aussi une nouvelle équation qui, de toute évidence, sera impossible à résoudre. Parler de groupes de niveau en collège et de "choc des savoirs", c'est désormais impossible. »

« Un choix politique »

L'inquiétude est grande aussi concernant l'avenir de l'inclusion scolaire. « On sait que ce qui nous manque cruellement, ce sont des moyens humains et c'est justement là où le Gouvernement taxe, au lieu de renoncer à des dépenses inutiles comme l'uniforme ou le SNU, déplore Stéphane Lajaumont, enseignant à Limoges et représentant syndical Snes-FSU pour les AESH. C'est un choix politique et idéologique. »

(*) Annoncées en pléines vacances scolaires, ces mesures pourraient exacerber les tensions dès la rentrée, alors qu'un CDEN très attendu était prévu le 4 mars à Limoges pour entériner la carte scolaire en Haute-Vienne et qu'une journée d'action intersyndicale est d'ores et déjà programmée le 15 mars.